

CCAP - CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

APPEL D'OFFRES OUVERT

Fourniture de MATERIEL INFORMATIQUE 2026-3NC-EQUIPEMENT-NUMERIQUE

Marché de fournitures

ACHETEUR :

IFPRA (Institut de la Formation Professionnelle en Région Académique)
2, rue du Professeur Fleury
CS 90102
76137 MONT SAINT AIGNAN Cedex

SIRET 187 609 094 00029

Etablissement public administratif de l'Etat

DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

Objet du marché - Allotissement

Le présent marché public a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation et la mise en service d'équipements informatiques mobiles et de solutions de stockage. Ces équipements sont destinés à être déployés au sein de l'Académie de Normandie pour permettre le développement de pratiques pédagogiques innovantes. Les caractéristiques des équipements sont détaillées dans le CCTP.

LOT 1 : Tablettes numériques

24 établissements scolaires répartis sur la Région Normandie seront bénéficiaires à la rentrée 2026-2027 d'un équipement comprenant chacun :

- 12 Tablettes tactiles APPLE IPAD 11 + protections
- 1 Valise de stockage et de recharge des tablettes de type valise mobile rigide TABICASE MP1 USB C
- Logiciels sur chaque tablette
- Préparation, livraison, mise en service, tests et formation.

Les lieux de livraison, sont détaillés dans le CCAP.

Budget maximum de ce lot : 300 000 € HT

LOT 2 : Casques de réalité virtuelle

18 établissements scolaires répartis sur la Région Normandie seront bénéficiaires à la rentrée 2026-2027 d'un équipement comprenant chacun :

- 1 ordinateur portable de type station mobile + sacoche + souris
- 1 casque de réalité virtuelle VR autonome + station de recharge + accessoires
- 1 valise mobile de stockage et de recharge
- Solution « clé en main » prête à l'emploi

Les lieux de livraison, sont détaillés dans le CCAP.

Budget maximum de ce lot : 250 000 € HT

LOT 3 : Ecrans numériques

Les 18 établissements dotés du lot 2 seront également équipés d'un écran numérique posé sur un chariot mobile dont les détails techniques sont détaillés au CCTP.

Budget maximum de ce lot : 50 000 € HT

Mode de passation – Type de marché – Durée et montant du marché

Cet appel d'offres est ouvert, sans négociation, mono-attributaire pour chaque lot.

La procédure est formalisée conformément aux articles L.2124-1, R.2124-1 à R-2124-6 du code de la commande publique.

Ce marché est un accord-cadre à bons de commande. Des matériels supplémentaires pourront être commandés à la marge. L'IFPRA émettra des bons de commande pour une livraison dans les différents centres de formation répartis sur les 5 départements normands.

La durée du marché est fixée à 1 an sans reconduction.

Il n'y a pas de montant minimum de marché. Les quantités minimum sont indiquées dans le paragraphe précédent. Le montant maximum du marché est de 600 000 € HT.

PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le Cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Les fiches techniques ou mémoire technique du titulaire remis au moment du dépôt de l'offre

Pièces générales : Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Le titulaire déclare parfaitement connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier.

PRESTATIONS ATTENDUES

L'accord cadre prévoit, outre la fourniture du matériel et une prestation de formation aux utilisateurs sur chaque site détaillé au paragraphe lieu de livraison, les prestations associées suivantes :

Pour le LOT 1 :

- La fourniture des équipements neufs, conformes aux normes CE.
- La préparation en atelier : pose de protections, câblage interne et gravure.
- La livraison sur chacun des 24 sites identifiés franco de port
- L'installation, le paramétrage MDM et la mise en service "clés en main".
- La vérification du bon fonctionnement et la garantie constructeur.
- La gestion de la reprise et/ou de l'échange des colis non conformes ou abîmés
- La garantie des matériels et logiciels

Pour le LOT 2 :

- La fourniture des équipements neufs, conformes aux normes CE.
- La livraison sur chacun des 18 sites identifiés franco de port
- L'installation et la mise en service.
- La vérification du bon fonctionnement et la garantie constructeur.
- La création de compte META
- La gestion de la reprise et/ou de l'échange des colis non conformes ou abîmés
- La garantie des matériels et logiciels
- Une documentation d'installation et de support

Pour le LOT 3 :

- La fourniture des équipements neufs, conformes aux normes CE.
- La livraison sur chacun des 18 sites identifiés franco de port
- L'installation des écrans sur les chariots et la mise en service : configuration initiale opérationnelle
- La vérification du bon fonctionnement et la garantie constructeur.
- La gestion de la reprise et/ou de l'échange des colis non conformes ou abîmés
- La garantie des matériels et logiciels

Le titulaire devra communiquer dans son offre technique les coordonnées d'un interlocuteur privilégié.

1- Modalités de commande

Les bons de commande seront notifiés par mail par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire se verra attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- La date et le numéro du marché
- La date et le numéro du bon de commande
- La nature et la description des prestations à réaliser
- Les lieux de livraison des prestations (un bon de commande sera émis par établissement destinataire)
- Le montant du bon de commande
- Les contraintes de livraison (date, personne à contracter en amont)

Si le titulaire n'est pas en mesure de satisfaire une commande, il doit obligatoirement en aviser le service ayant émis la commande dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande.

Un produit de remplacement peut alors être proposé sous réserve d'acceptation expresse par le service.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre. La réalisation afférente à ces bons de commande pourra dépasser d'un mois la date de validité de l'accord-cadre.

2- Modalités de livraison :

Toutes les livraisons seront réalisées franco de port, quelles que soient les difficultés de livraison.

La livraison et l'installation des fournitures s'effectueront sur les 5 départements normands : Seine-Maritime, Eure, Calvados, Orne et Manche.

Pour chaque lot, une homogénéité de déploiement sur l'ensemble des sites est demandées, conformément aux délais de livraison précisés sur ce document et sur le bon de commande. L'ensemble des livraisons devra être réalisé en 30 jours calendaires.

LOT 1 : Lieux de Livraison

	Etablissement (LP)	Adresse	ville
1	Alexis de Tocqueville	34 avenue Henri Poincaré	50100 Cherbourg-en-Cotentin
2	Anguier	Place Gaston Leroux	76260 Eu
3	Charles Tellier	Route de Vire	14110 Condé-en-Normandie
4	Edmond Doucet	Rue Paul Doumer	50100 Cherbourg-en-Cotentin
5	Delamarre Debouteville	5 rue André Bertrand	76440 Forges-les-Eaux
6	Emulation Dieppoise	2 rue Stalingrad	76200 Dieppe
7	Ferdinand buisson	6 rue Auguste Houzeau	76500 Elbeuf
8	Fernand Leger	Chemin des Coquereaux	76530 Grand-Couronne
9	Gabriel Mezeray	6 place Robert Dugué	61200 Argentan
10	Jean Jooris	1 rue Salvador Allende	14160 Dives-sur-Mer
11	Jules Siegfried	1 rue Dumé d'Aplemont	76600 Le Havre
12	Jules Verne	12 rue Lucien Bossoutrot	14120 Mondeville
13	Julliot de la Morandière	Rue de la Crête	50400 Granville
14	Le Corbusier	340 avenue de l'Université	76800 Saint-Étienne-du-Rouvray
15	Les Fontenelles	Chemin des Fontenelles	27400 Louviers
16	Marcel Sembat	128 rue Léon Salva	76300 Sotteville-lès-Rouen
17	Modeste Leroy	32 rue Pierre Brossolette	27000 Évreux
18	Napoléon	15 rue des Sports	61300 L'Aigle
19	Pablo Neruda	Chemin des Bruyères	76200 Dieppe
20	Paul Cornu	9 rue Paul Cornu	14100 Lisieux
21	Pierre de Coubertin	130 bis rue Georges Clemenceau	76210 Bolbec

22	Risle Seine	Rue des Déportés	27500 Pont-Audemer
23	Schumann Perret	51 avenue du 8 Mai 1945	76610 Le Havre
24	Thomas Pesquet	5-7 rue des Courtilles	50200 Coutances

LOT 2 et 3 : Lieux de Livraison

	Etablissement (LP)	Adresse	ville
1	Anguier	Place Gaston Leroux	76260 Eu
2	Edmond Doucet	Rue Paul Doumer	50100 Cherbourg-en-Cotentin
3	Delamarre Debouteville	5 rue André Bertrand	76440 Forges-les-Eaux
4	Emulation Dieppoise	2 rue Stalingrad	76200 Dieppe
5	Ferdinand buisson	6 rue Auguste Houzeau	76500 Elbeuf
6	Fernand Leger	Chemin des Coquereaux	76530 Grand-Couronne
7	Gabriel Mezeray	6 place Robert Dugué	61200 Argentan
8	Jean Jooris	1 rue Salvador Allende	14160 Dives-sur-Mer
9	Jules Siegfried	1 rue Dumé d'Aplemont	76600 Le Havre
10	Jules Verne	12 rue Lucien Bossoutrot	14120 Mondeville
11	Dumont d'Urville	73 rue de Lebisey	14000 Caen
12	Les Fontenelles	Chemin des Fontenelles	27400 Louviers
13	Marcel Sembat	128 rue Léon Salva	76300 Sotteville-lès-Rouen
14	Modeste Leroy	32 rue Pierre Brossolette	27000 Évreux
15	Napoléon	15 rue des Sports	61300 L'Aigle
16	Pierre de Coubertin	130 bis rue Georges Clemenceau	76210 Bolbec
17	Risle Seine	Rue des Déportés	27500 Pont-Audemer
18	Schumann Perret	51 avenue du 8 Mai 1945	76610 Le Havre

Délais de livraison / pénalités de retard :

Un délai de livraison de 30 jours calendaires est demandé à compter de l'envoi du bon de commande. L'IFPRA et ses centres de formation sont soumis au calendrier des vacances scolaires de la zone B. En cas de livraison pendant ces dates, le titulaire devra suivre les consignes indiquées sur le bon de commande et/ou s'assurer de l'ouverture des établissements récipiendaires. Pendant la période de fermeture des établissements sur ces dates, les pénalités de retard seront suspendues.

Le montant des pénalités est égal à valeur de base du bon de commande HT x nombre de jours de retard / 1000 dans la limite de 10% du bon de commande.

Bon de livraison

Le bon de livraison sera signé par l'agent destinataire de la livraison ou sa hiérarchie. Si les matériels livrés ne correspondent pas à la commande passée ou aux spécifications du marché, ou s'ils sont livrés défectueux, ils seront refusés aux frais et risques du titulaire, qui devra effectuer une nouvelle livraison conforme à ses frais également. Les pénalités de retard pourront s'appliquer.

Stockage, emballages et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

La prestation comprend la mise à l'étage et l'évacuation des emballages.

Prestation d'installation

Pour le lot 1, le titulaire devra livrer et configurer les équipements sur les sites de l'Académie. Il effectuera les tests de charge, de connexion réseau et de remontée des iPads sur la console JAMF. Le titulaire devra se rapprocher du prestataire retenu par la Région Normandie afin de se raccorder au réseau du lycée.

Pour les 3 lots, la vérification de conformité et les tests fonctionnels donneront lieu à un procès-verbal de réception par établissement. Tout dysfonctionnement fera l'objet d'une réclamation à la charge du soumissionnaire (retour, nouvelle livraison, reprogrammation,...)

Détails des attendus pour le lot 1 :

Test qualitatif :

- Présence des iPads, mallettes, coques et protections d'écran posées.
- Vérification de la gravure laser personnalisée sur chaque iPad et de l'étiquetage correspondant à l'emplacement dans la mallette.

Tests fonctionnels :

- Test de charge : Vérification que les 12 iPads d'une mallette se rechargent simultanément via le système USB-C intégré.
- Test réseau : Connexion réussie des tablettes au point d'accès Wi-Fi interne de la mallette.
- Test MDM : Vérification sur la console Jamf School que les 300 licences perpétuelles sont actives et que les tablettes remontent correctement avec le profil de restriction prévu.
- Formation à la prise en main

Détails des attendus pour le lot 2 :

- Tests fonctionnels des PC, casques VR, valise, affichage sur écran
- Formation à la prise en main

Détails des attendus pour le lot 3 :

- Installation des écrans sur les chariots mobiles
- Mise en service et réglage
- Formation à la prise en main

Prestation de formation sur chaque site de livraison

Le titulaire du lot 1 proposera une formation à la prise en main de la console JAMF pour les référents techniques de chaque centre de formation.

Les titulaires des lots 2 et 2 proposeront une formation à la prise en main des équipements.

Le coût de cette prestation sera à indiquer au BPU. Le détail de cette prestation devra être développé dans l'offre technique du soumissionnaire.

Une notice de fonctionnement sera fournie avec tous les matériels : Fourniture des notices en français, fiches techniques et guides d'utilisation simplifiés pour les enseignants.

Le titulaire mettra à disposition gratuitement un contact unique, joignable par téléphone et mail, pour les besoins de supports après-vente, que ce soit pour la prise en main des différents matériels ou en cas de dysfonctionnement.

Garantie

- **Matériel** : Garantie 3 ans sur site incluant l'assistance technique.
- **Délai d'intervention** : Inférieur ou égal à 48h souhaité.

Le point de départ de cette garantie débute à partir de la date d'admission du matériel.
Le titulaire s'engage, pendant la période de garantie, à assurer le service après-vente.

Prêt et réparation

Le titulaire devra être en mesure d'intervenir rapidement pour assurer une prestation de service après-vente. Durant le délai de garantie, le titulaire proposera une solution de prêt de matériel adapté et paramétré sous 7 jours calendaires suite à la réception d'un courriel de demande en ce sens émanant du pouvoir adjudicateur, afin de préserver la continuité du service.

La durée du prêt correspond à celle de la réparation.

Le coût du prêt sera couvert par la garantie.

Si le délai de réparation estimatif ou réel dépasse les cinq semaines, le titulaire devra fournir une solution : échange de matériel ou prêt d'un matériel neuf équivalent le temps des réparations.

4- RSE – Responsabilité Sociale des Entreprises – Conformité environnementale

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Lutte contre les discriminations : le titulaire veillera à promouvoir l'égalité femmes / hommes et à lutter contre les discriminations liées aux origines.
- Le candidat devra préciser dans le cadre de réponse technique les démarches qu'il a mis en place en faveur des personnes éloignées de l'emploi ou pour favoriser l'apprentissage des jeunes
- La conformité environnementale des produits proposés sera validée par l'écolabel européen ou équivalent. Respecte de la réglementation DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques)
- Le candidat précisera les mesures environnementales prises en matière de conditionnement (matériaux recyclables, biodégradables ou autres) et d'optimisation des livraisons.

PRIX et FACTURATION

Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix de l'accord-cadre à reporter au BPU sont unitaires, exprimés en euros.

Les prix indiqués dans l'offre du titulaire sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage manutention et au transport jusqu'au lieu de livraison (livraison franco de port et sans minimum de commande, éco participation incluse).

Le taux de TVA est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent accord-cadre.

Aucune ligne supplémentaire ne sera ajoutée au BPU par le soumissionnaire.

Révision des prix

Les prix indiqués par le titulaire dans le BPU lors de la passation du marché demeurent fermes durant toute la durée d'exécution du marché.

Présentation des demandes de paiement

Le matériel sera facturé TTC en Euros, une fois livré et installé.

La facture sera adressée au nom de l'IFPRA à l'adresse indiquée en couverture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

Structure : IFPRA Normandie

Identifiant (siret) : 187 609 094 00029

Code service : SERV-AMI

N° Marché : 2026-3NC-EQUIPEMENT-NUMERIQUE

N° Engagement : n° du bon de commande

Délai global de paiement

Conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif au délai maximum de paiement dans les marchés publics et à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le paiement est effectué, après vérification du service fait, dans les trente jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve des conditions suivantes :

- Prestations reconnues conformes en tous points aux engagements
- Aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification des factures

La facture devra être datée du jour de la livraison (ou postérieure). La facture devra être accompagnée du bon de livraison signé par un représentant de l'établissement bénéficiaire.

Le paiement s'effectue dans les conditions prévues aux articles 115 à 21 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit à un versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir.

Pénalités

Faute par le titulaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le marché, des pénalités pourront lui être appliquées.

Au cours de l'exécution du marché, les pénalités pourront être appliquées dans le cas où, de façon répétée ou sur simple constatation écrite, le titulaire ne respecte pas les prescriptions du cahier des charges et le code du travail.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, l'IFPRA peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est, au plus égal à 10% du montant HT du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application du code du travail.

En cas de défaillance du titulaire, la personne publique fera exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire par toute personne et tous moyens appropriés de son choix après mise en demeure restée sans effet.

En cas de dépassement des délais de livraison annoncés dans l'offre du titulaire, et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités.

DECOMPTE DES DELAIS

Tout délai imparti dans le marché commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai, sauf précision contraire.

Lorsque le délai est exprimé en jours, et sauf précision contraire, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est exprimé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le premier jour du mois suivant.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvré qui suit.

CESSION DU MARCHÉ

Le présent marché ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans autorisation écrite préalable de l'IFPRA.

RESILIATION DU MARCHÉ

Conditions de résiliation du marché

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-5 du Code de travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai de 1 mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur le matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.
